

2014, année difficile pour l'Aquitaine, mais quelques espoirs d'amélioration pour 2015

Pierre Valadou, Insee Aquitaine

En Aquitaine comme en France, l'année 2014 a été difficile. L'économie française croît faiblement (+0,2 % pour le produit intérieur brut). Au niveau régional, la plupart des indicateurs sont en repli. Toutefois quelques signes laissent espérer une amélioration pour 2015.

Léger repli de l'emploi salarié marchand en 2014

En 2014, l'emploi salarié marchand aquitain recule de 0,1 % par rapport à l'année précédente. Quoique moins prononcée, l'évolution de l'emploi régional suit la tendance enregistrée pour la France métropolitaine (-0,5 %). Après un premier et un troisième trimestre particulièrement difficiles, une reprise s'amorce en fin d'année. Les secteurs de la construction et de l'industrie souffrent. Les effectifs du tertiaire marchand progressent grâce aux services aux entreprises. Dans le même temps, ceux du commerce, des transports et de l'intérim sont en repli.

Un marché du travail morose mais quelques signes encourageants

Fin 2014, en Aquitaine, 9,9 % de la population active est au chômage (10,0 % pour la France métropolitaine), soit une augmentation de 0,4 point en un an. Le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B et C croît chaque mois de 2 000 personnes en moyenne. Toutefois, en 2014, près de 200 000 personnes inscrites ont trouvé un emploi d'une durée d'au moins un mois, un chiffre en hausse de 3 % par rapport à 2013.

Dans les principales mesures d'accompagnement et d'aide à l'emploi, le nombre d'entrées est en diminution. Il l'est en particulier pour les contrats uniques

d'insertion auxquels se substituent les emplois d'avenir. Toutefois, le nombre de bénéficiaires de contrats aidés progresse en 2014.

Les créations d'entreprises s'essoufflent en 2014

Le nombre de créations d'entreprises poursuit sa progression en 2014 en Aquitaine mais à un rythme moins soutenu que l'année précédente. Les créations sont dynamiques dans les services, s'envolent dans l'industrie et baissent fortement dans la construction. Après deux années d'augmentation, le nombre de défaillances d'entreprises enregistrées au cours de l'année 2014 diminue.

Commerce extérieur aquitain, un solde déficitaire en 2014

En 2014, les exportations régionales se replient alors qu'elles se stabilisent au niveau national. En valeur, elles chutent de près de 6 % par rapport à 2013, année déjà difficile. Cette contraction creuse lourdement le solde habituellement excédentaire de la région. Au terme de l'année 2014, les échanges commerciaux de l'Aquitaine se soldent par un déficit de 385 millions d'euros.

Une économie régionale fragilisée, quelques espoirs pour 2015

Dans l'industrie et les services marchands, l'activité régionale résiste mais plafonne en 2014. L'investissement, en deçà des attentes, s'essouffle. Cependant, pour 2015, l'état d'esprit des chefs d'entreprise évolue. Soutenue par la demande étrangère, une reprise des investissements est envisagée.

Le BTP a connu une année 2014 difficile. Les performances sont à nouveau revues à la baisse avec son corollaire de réductions d'emplois qui pourraient s'intensifier. La construction neuve enregistre une nouvelle dégradation. Les autorisations de construction chutent de 20 % et les mises en chantier se replient de 4 %. Ces baisses se sont accentuées par rapport à celles observées en moyenne durant les cinq années précédentes. Les ventes de logements neufs reculent et le prix moyen des maisons comme des appartements est en léger repli.

Les conditions météorologiques très contrastées en 2014 ont entraîné une forte hétérogénéité des productions agricoles en Aquitaine. L'été indien a offert des conditions de vendanges idéales pour la qualité. Les coûts de production sont orientés à la baisse. Les exportations de produits agricoles de l'Aquitaine restent sur une tendance au repli, essentiellement à cause des exportations de vins.

La fréquentation globale des hôtels et campings aquitains est quasi stable par rapport à 2013. L'hôtellerie de plein air progresse malgré une météo estivale défavorable et la fréquentation hôtelière fléchit. La clientèle étrangère dynamise l'activité touristique alors que la clientèle française est en repli.

Transports, des résultats contrastés

En 2014, le trafic régional progresse dans les airs, stagne sur la route et diminue sur le rail et la mer. Le trafic « voyageurs » augmente pour le mode aérien et en particulier pour le trafic assuré par les compagnies à bas coût. La baisse de fréquentation des trains express régionaux amorcée en 2013 se confirme pour 2014. ■

En 2014, l'économie française croît faiblement, le pouvoir d'achat des ménages accélère

Laurent Clavel, Direction des études et synthèses économiques, Insee

Légère accélération de l'activité mondiale

En 2014, l'activité mondiale accélère légèrement : la reprise s'affermi dans les pays avancés, tandis que la croissance fléchit dans la plupart des pays émergents.

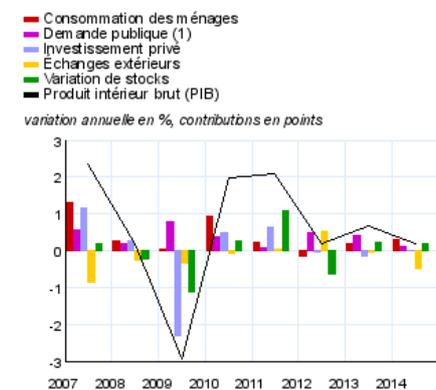
Dans les pays avancés, l'accélération de l'activité recouvre un décalage conjoncturel entre d'une part les pays anglo-saxons et d'autre part la zone euro. Ainsi, l'activité progresse à un rythme soutenu dans les premiers. La zone euro, en revanche, après deux années de contraction de l'activité, ne renoue que timidement avec la croissance et les hétérogénéités y restent fortes. La croissance de la zone se redresse surtout à la fin de l'année, sous l'effet notamment de deux stimuli extérieurs : d'une part le prix du pétrole baisse fortement au second semestre, d'autre part l'euro se déprécie nettement par rapport au dollar.

Dans les pays émergents, l'activité ralentit pour la quatrième année consécutive, sous l'effet de l'essoufflement de la croissance chinoise, mais aussi de la dégradation dans plusieurs autres grands pays, notamment le Brésil et la Russie.

L'économie française croît faiblement

En 2014, le PIB de la France progresse de 0,2 % après +0,7 % en 2013.

1 Évolution du PIB en volume et contributions à cette évolution



La demande intérieure hors stocks est le principal contributeur à la croissance du PIB, à hauteur de +0,5 point, comme en 2013. La consommation des ménages accélère légèrement (+0,6 % après +0,4 % en 2013). La demande intérieure est également soutenue par le dynamisme des dépenses de consommation des administrations publiques (+1,6 %, comme en 2013), tandis que leur investissement recule fortement (-6,9 % après +0,1 % en 2013). L'investissement des entreprises non financières se redresse (+2,0 % après +0,5 % en 2013), alors que l'investissement des ménages, principalement en logements, se replie pour la troisième année consécutive (-5,3 % en 2014). Au total, l'investissement de l'ensemble des secteurs se replie en 2014 (-1,2 %) plus fortement qu'en 2013 (-0,6 %).

En 2014, les exportations gagnent en dynamisme (+2,4 % après +1,7 % en 2013). Mais les importations accélèrent plus vivement (+3,8 %, après +1,7 %). Au total, la contribution des échanges extérieurs à la croissance du PIB devient négative (-0,5 point après une contribution neutre en 2013).

Par branche, l'activité est portée par les services marchands (+0,5 % après +0,7 %), les services non marchands (+1,0 % après +1,2 %) et l'agriculture (+8,5 % après -1,9 %).

L'activité de la branche énergie-eau-déchets se replie fortement (-2,1 % après +2,2 % en 2013), en raison d'un climat

doux en début comme en fin d'année. La construction recule fortement (-3,6 %), après une quasi-stabilisation en 2013 (+0,1 %). L'activité dans l'industrie manufacturière se replie (-0,7 % après +0,5 %).

Le pouvoir d'achat rebondit

Le pouvoir d'achat rebondit (+1,1 % après -0,1 % en 2013). En termes nominaux, le revenu des ménages gagne en dynamisme (+1,1 % après +0,7 % en 2013), alors que les prix de la consommation décélèrent de nouveau nettement (0,0 % après +0,8 % en 2013).

L'emploi total croît légèrement

L'emploi salarié marchand non agricole recule légèrement (-0,2 %), en raison du faible rythme de croissance de l'activité. Mais, grâce aux créations nettes d'emplois dans les branches non marchandes, principalement des contrats aidés (notamment la montée en charge des emplois d'avenir), l'emploi total augmente en moyenne sur l'année (+0,3 %) et le taux de chômage est quasi stable en moyenne annuelle (10,2 % après 10,3 % en 2013). ■

Avertissement

Dans le cadrage national, les évolutions sont en moyenne annuelle ; elles sont principalement en glissement annuel (T4 2014 / T4 2013) pour les autres évolutions du Bilan, ce qui peut expliquer certains écarts entre les chiffres du cadrage national et le reste du Bilan économique régional.

2 Le PIB et les opérations sur biens et services

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente (en %)			2014	
	2012	2013	2014	En milliards d'euros (volumes chaînés)	Contribution à la croissance du PIB en volume
Produit intérieur brut (PIB)	0,2	0,7	0,2	2 060,9	0,2
Importations	0,7	1,7	3,8	630,1	-1,2
Consommation effective des ménages, dont :	0,2	0,6	0,9	1 464,8	0,7
Dépense des ménages	-0,3	0,4	0,6	1 094,9	0,3
Dépense individualisable des administrations	1,5	1,6	1,6	546,0	0,4
Consommation collective des administrations publiques	1,4	1,9	0,8	175,9	0,1
Formation brute de capital fixe, dont :	0,2	-0,6	-1,2	443,1	-0,3
Entreprises non financières	-0,2	0,5	2,0	248,8	0,2
Ménages	-2,1	-1,5	-5,3	98,8	-0,3
Administrations publiques	1,8	0,1	-6,9	75,2	-0,3
Variations de stocks (contribution à la croissance)	-0,6	0,2	0,2	10,0	0,2
Exportations	2,5	1,7	2,4	593,6	0,7

Source : Insee, comptes nationaux, base 2000